

Qu'est-ce que ça veut dire, Gregorian Bivolaru n'a-t-il pas le droit de se défendre?

Que-ce que ça veut dire, Gregorian Bivolaru n'a-t-il pas le droit de se défendre? L'arrestation de Gregorian Bivolaru en France a apporté dans notre presse toujours plus ahurissante, la question habituelle, quand il se passe quelque chose, jusqu'à sa banalisation : A qui sert?

A la question : à qui sert l'arrestation de Gregorian Bivolaru, il y a eu des nombreuses réponses. Toutes ces réponses sont impliquées sur la présomption que plusieurs politiciens ont fait partie du Misa, en cachet, et que Gregorian Bivolaru, une fois retourné en Roumanie, dévoilera leur nom.

A la question : **à qui sert ?** On oppose la question : **Qui tremble?** Selon le poste TV, **Romania TV**, le poste s'est souvenu (c'est une chose méritoire) d'un entretien donné par Adrian Nastase après la perte des élections de 2004 et avant d'entrer en prison.

Dans le cadre de cet entretien, j'ai soutenu, en demandant même à Adrian Nastase si c'est vrai, que lui, le premier ministre de l'époque, a perdu aussi les élections à cause de Misa.

A partir de cet entretien, le poste **Romania TV** a tiré rapidement la conclusion que l'arrestation de Gregorian Bivolaru fait trembler Traian Basescu, étant donné que Misa l'a aidé à gagner ses élections.

Lorsque j'ai repris cet entretien, j'ai été convoqué par téléphone pour que je puisse donner mon opinion sur Traian Basescu, afin de savoir s'il a été ou pas aidé par Misa pour gagner les élections.

Le poste **Romania TV** était centré sur l'hypothèse que Traian Basescu a été aidé par Misa et qu'ils ont justement utilisé comme argument l'entretien que j'ai fait avec Adrian Nastase.

J'ai tenté, sans succès, de faire comprendre à ce poste, que durant l'entretien, je n'ai jamais dit que Misa avait joué un rôle dans la victoire de Traian Basescu, qu'il ne s'agit pas d'un pacte commercial, entre Traian Basescu et Misa, surtout dans l'imbécilité de autorité roumaine qui était présidé par Adrian Nastase à cette époque, et que justement c'est Adrian Nastase qui a contribué massivement, de cette façon, au déroulement de toutes les opérations anti-Bivolaru qui a mené à la perte de élections par lui-même.

Parce que suite à mon intervention, sur le poste **Romania TV**, on n'a pas compris

grand-chose de ce que j'ai dit, je ressens le besoin d'expliquer ici le rôle joué dans la perte des élections par Adrian Nastase dans l'affaire Misa. Le 18 mars 2004, 300 policiers et gendarmes, sous la direction des procureurs, sont descendu dans l'appartement de Gregorian Bivolaru et dans les immeubles des autres membres MISA lors d'une opération de force surdimensionné par son caractère abusif, typique aux « républiques bananières ».

Gregorian Bivolaru a été condamné le 14 juin 2013 de ICCJ, à 6 ans de prison pour acte sexuel avec une mineure, de manière continue.

Cette accusation a eu lieu après que deux autres instances, donc, le Tribunal de Sibiu et la Cour d'Appel de Alba Iulia l'ont acquitté.

Et pourquoi?

Parce que les procureurs n'ont aucune preuve.

De plus, ils ont refusé lors de deux instances de déposer le dossier de mandat d'autorisation d'interception des conversations téléphoniques sous le motif que c'était un secret d'état.

Admettant que Gregorian Bivolaru vivait avec une mineure, même si cette fille a soutenu tout le temps lors des procès inclusivement lors de celui de ICCJ, que ça n'a jamais eu lieu et de plus, qu'elle a été molestée physiquement par les procureurs afin qu'elle déclare qu'elle a entretenu des relations sexuelles avec Gregorian Bivolaru.

La descente des policiers le 18 mars 2004, est-elle justifiée par cette infraction?

Telle qu'elle a été déployée et présentée sur les postes de Télévision, cette descente ressemble à celles dans les quartiers de la drogue de Colombie, par les forces SEAL, qui sont préparées à se confronter à une résistance armée.

Indiscutablement, l'opération de l'autorité roumaine a été un abus inqualifiable.

La façon dont se sont déroulés, les communiqués du Parquet Général, la Campagne de presse alimentée par le SRI de cette époque, ont donné, à une simple action de la Police, l'arrestation et la perquisition d'une personne, l'allure d'une opération abusive contre MISA.

De plus, cette impression est donnée aussi par le flux des accusations officielles très dures à l'adresse de Gregorian Bivolaru (perversion sexuelle avec une mineure, trafic de mineurs, corruption sexuelle, acte sexuel avec une mineure).

De toutes ces accusations, il y en a seulement une qui est restée.

Dans ces conditions, c'est tout à fait naturel qu'à Stockholm, en Suède, la Cour Suprême, a donné à Gregorian Bivolaru l'asile politique en décembre 2005, compte tenu des procédés des autorités roumaines.

La Cour Suprême a considéré que monsieur Gregorian Bivolaru a été victime des abus inqualifiables par les autorités roumaines.

L'opération de la « République bananière », le 18 mars 2004, dirigée visiblement contre MISA a éveillé la haine des membres de cette organisation vis-à-vis de premier-ministre de l'époque, Adrian Nastase.

Toute l'année 2004 a été marquée par de fortes protestations de la part des membres Misa contre le Gouvernement et contre Adrian Nastase. Dans la campagne 2004, les membres Misa ont mené aussi une campagne fanatique contre le candidat Adrian Nastase.

Dans ce sens, j'ai soutenu et je soutiens qu'Adrian Nastase a perdu, aussi, à cause de MISA.

Adrian Nastase a-t-il su que cette opération, à la manière d'une « République bananière », a été faite spécialement pour qu'il puisse perdre les élections?

Je ne sais pas.

Ce que je sais, c'est que le 18 mars 2004, les institutions de forces roumaines nous ont montrés, en première, qu'elles peuvent surpasser en primitivisme et en imbécillité les institutions de forces qui existaient à l'époque stalinienne. En 2004, notre presse, soi-disant indépendante, a repris sans aucune vérification, toutes les accusations des autorités contre Gregorian Bivolaru, contre Misa, sans lui demander son opinion.

Je constate que maintenant, c'est pareil.

Gregorian Bivolaru est la cible des campagnes de presse violentes, tendancieuses, basées seulement sur le point de vue des autorités. La victime n'est pas questionnée, sur les accusations qu'on lui apporte, tels que les normes professionnelles les demandent. Tel que dans le cas des victimes du binôme SRI - DNA, Gregorian Bivolaru manque aujourd'hui dans notre presse le droit de l'être humain dans la démocratie, le droit à la défense!